

# LA POLITIQUE ECONOMIQUE APRES LE REAJUSTEMENT MONETAIRE

## **PRESSIONS ET ENJEUX SE PRECISENT**

Paul BOCCARA

**Après le réajustement du franc la « nouvelle politique » est aux prises avec les contradictions de la crise, avec l'héritage de la politique antérieure, mais aussi avec les pressions nationales et internationales des capitalistes. Seul un nouveau type de croissance peut arriver à surmonter ces difficultés.**

Le récent réajustement des différentes monnaies faisant partie du système monétaire européen de flottement en commun — 3 % pour le franc et la lire, + 5,5 % pour le deutschmark et le florin — sanctionne bien évidemment pour la France les difficultés héritées de la structure antérieure et de la politique giscardienne.

Ces difficultés concernent d'abord l'inflation, accélérée partout, mais plus rapide en France qu'en R.F.A. depuis plusieurs années.

Un autre aspect de l'héritage concerne le déficit de la balance des paiements dû à l'excès des importations de marchandises et à l'importance grandissante des exportations de capitaux.

Cela nous rend très sensibles aux mouvements des capitaux flottants qui servent à régler ce déficit mais qui sont dépendants de la spéculation sur le franc.

Ces difficultés ont été renforcées par la politique monétaire des Etats-Unis (et aussi de la R.F.A.) : politique des hauts taux d'intérêt favorisant à leur profit les sorties de capitaux des autres pays.

Enfin, il faut souligner non seulement le jeu des spéculateurs classiques contre le franc, mais encore l'action de beaucoup de capitaux et de sociétés capitalistes installées en France qui ont développé leur lutte contre le début de la nouvelle politique économique en accélérant les exportations de capitaux.

Ainsi le gouvernement français a été contraint au réajustement afin de cesser ses énormes dépenses en devises pour soutenir le franc, afin

de faire revenir des capitaux liquides sortis (entretiens convertis en devises) en les échangeant contre plus de francs afin de donner un coup de pouce au commerce extérieur.

Le réajustement monétaire auquel a été contraint le gouvernement peut abaisser les prix des marchandises françaises en monnaie étrangère et peut renchérir d'autant les marchandises importées en France, notamment de R.F.A. et des Pays-Bas, mais aussi les importations facturées en dollars (comme le pétrole ou des importations des Etats-Unis) dans la mesure où le nouveau flottement en commun sanctionne une baisse du franc par rapport à la monnaie américaine. Cependant ces changements de principe ne sont pas automatiques. Comme cela a déjà été fait, les exportateurs français peuvent élever leur marge de profit et les exportateurs étrangers réduire ou étaler la hausse de leurs prix en francs, tout en jouant sur leur image de marque et les futures hausses françaises pour garder leur marché en France. Ainsi les coups de pouce seront limités en faveur de l'exportation et en défaveur de l'importation. Nous subirons plus sûrement les hausses des importations plus ou moins « obligées » actuellement (pétrole, équipements non produits en France, importations de certaines multinationales à base étrangère) qui tendront à peser sur les coûts et les prix français. Par ailleurs, si le réajustement peut encourager un certain retour de capitaux liquides à court terme en France, cela n'empêche pas le flux de sorties à long terme si la politique nouvelle ne s'y emploie pas, et cela ne préjuge pas de retournements ultérieurs. ►►

Aussi, ce ne serait qu'un répit assez limité et assez bref qui serait accordé par le réajustement devenu inévitable, s'il n'y avait pas de changement en profondeur.

### SE BATTRE CONTRE L'INFLATION DANS LE CADRE DE LA GUERRE CONTRE LE CHOMAGE

Les mesures visant à assainir en profondeur la situation et à éviter le renouveau rapide de graves difficultés pour le franc, tout en maintenant le cap de la relance, devraient renforcer pour cela le caractère « de nouveau type » de la croissance et non le réduire.

Le communiqué du Conseil des ministres du 7 octobre sur les mesures accompagnant le réajustement monétaire, évoque non seulement la politique de « relance » en cours, mais ce qu'il appelle une « nouvelle donne » en matière de prix et de revenus. Un commentateur comme Alain Vernholes loue « la bonne voie » de ce qui serait selon lui une « modification de la politique économique » à partir du 7 octobre, faisant passer en « numéro un » le danger de l'inflation, alors qu'elle a été initialement définie comme donnant la priorité à la guerre contre le chômage. Mais en réalité, le Conseil des ministres déclare vouloir « que l'économie française entre dans la voie de la désinflation avec la même vigueur qu'elle entend lutter contre le chômage ». Il ne s'agit pas d'opposer la lutte contre l'inflation à l'emploi, en prétendant comme le patronat que ce sont les coûts salariaux qui pèsent sur les prix. En réalité, c'est la rentabilité financière privée qui pousse la hausse de prix avec le gâchis de capitaux, de même qu'elle pousse le chômage avec sa pression sur le débouché de la consommation salariale et sociale, de même qu'elle pousse encore au déficit des paiements par l'excès des importations de marchandises et des exportations de capitaux. Cependant, tandis que la droite brandit contre la nation, la « méfiance » des capitaux multinationaux, et que le C.N.P.F. appelle de ses vœux le retour à une politique d'austérité pour les salaires et dépenses sociales, de faveurs financières à l'exportation et aux profits, la C.G.T. doit mettre en garde contre la tentation d'une politique des revenus, de restrictions salariales et de faveurs aux profits, développant le chômage sous prétexte de lutte concertée contre l'inflation.

Les orientations des décisions gouvernementales récentes peuvent être tirées dans le sens de la guerre contre le chômage, grâce notamment aux possibilités ouvertes par les nationalisations étendues ainsi que par des nouveaux droits des travailleurs. Mais elles semblent rester très ouvertes à la lutte des influences contradictoires des gros capitaux et des travailleurs organisés.

Sur les esprits pèse encore l'intoxication des idées de l'époque de Giscard d'Estaing : faire pression sur les salaires sous prétexte de lutte contre les coûts excessifs et l'inflation, favoriser financièrement l'exportation sous prétexte d'équilibre des paiements, favoriser les profits et les capitalistes sous prétexte d'investissements productifs et d'exportations, et donc derechef faire

pression sur les salaires. Cette logique qui a développé les maux de la crise a été rejetée par le suffrage universel. Elle est contradictoire avec celle de la relance de la consommation populaire, de la reconquête du marché national, de la lutte appuyée sur les nationalisations contre les gâchis de la rentabilité financière privée, de la priorité de la lutte contre le chômage. Le gouvernement affirme sa volonté de maintenir le pouvoir d'achat des salaires, d'utiliser autrement le crédit et nos atouts industriels, de faire la guerre au chômage. Cependant, les dernières décisions expriment des difficultés à sortir des inspirations contradictoires de la logique ancienne et de la logique nouvelle. C'est dire l'importance des luttes et de l'intervention des travailleurs dans le « bras de fer » engagé, bon gré mal gré, avec le grand capital multinational.

### DECISIONS ACCOMPAGNANT LE REAJUSTEMENT ET ENJEUX DES LUTTES

**1. LES DEBOUCHES** pour la production et l'emploi nationaux. On évoque l'effet favorable du réajustement monétaire sur la relance, à la fois par le



Les progrès de la qualification nécessaire pour la productivité exigent des hausses de salaires.

relèvement des exportations et par la compétitivité accrue des productions françaises sur le marché national. Mais il faut choisir ce que la politique économique (par exemple le crédit) doit pousser de préférence. Si l'on comptait principalement encourager les exportations, on reviendrait vers l'orientation de Giscard d'Estaing et Barre, dans un contexte international où le progrès des exportations est rendu plus difficile et plus précaire en raison de la récession qui va s'aggraver en 1982. Cela favoriserait les sorties de fonds (crédit à l'exportation, implantations extérieures) dans un contexte de sorties de capitaux beaucoup plus menaçantes, tout en n'encourageant pas suffisamment la reconquête du marché français de plus en plus envahi.

**2. LES PRIX**, la « désinflation » et la lutte contre la « vie chère ». On prévoit un blocage et une taxation temporaire de quelques prix immédiatement sensibles pour le pouvoir d'achat populaire (pain, lait, beurre, margarine, sucre, café, ser-

VICES). On bloque pour trois mois les marges de profit des importateurs. Si cela favorise quelques éléments concrets du pouvoir d'achat salarial (contre les hausses poussées par les importations), cela vise aussi sans doute à un effet psychologique sur les revendications qui est plus discutable. Mais surtout, on se contente d'une simple « recommandation » de hausse modérée pour l'ensemble des prix industriels. Or ils sont à la base de tous les prix. Sans s'engager dans leur blocage, le contrôle effectif de la formation des prix industriels, par l'appareil d'Etat comme par une intervention nouvelle des travailleurs dans les entreprises, pourrait peser par diverses mesures et incitations sur les gâchis capitalistes qui sont à la base du gonflement des prix. Il s'agit notamment des gâchis évidents des frais financiers excessifs (provisions financières, intérêts et dividendes) et des opérations financières et spéculatives dont les prélèvements gonflent les prix d'une production réduite. Quand on réclame des aides financières parce que les profits affichés sont jugés insuffisants pour l'investissement, on oublie de considérer ces gâchis. Il s'agit aussi des gâchis des investissements productifs et des moyens matériels (équipements et matières) insuffisamment utilisés ou gaspillés contre les



De nouveaux critères dans le secteur nationalisé étendu pour s'opposer aux gâchis capitalistes qui sont à la base du gonflement des prix, (notre photo : Henri Krazucki au cours d'un rassemblement des travailleurs de Rhône-Poulenc à Vitry).

possibilités nouvelles de productivité, dans des conditions d'applications technologiques visant surtout à faire des économies en salaires (emplois et qualifications) et de dépenses pour les travailleurs (formation, etc.). De nouveaux critères de gestion dans le secteur nationalisé étendu peuvent s'opposer à tous ces gâchis.

**3. LES SALAIRES.** D'un côté on veut maintenir le pouvoir d'achat moyen et relever les bas salaires, en proposant notamment dans le secteur public des examens périodiques de l'insuffisance de la hausse des salaires par rapport aux prix. Mais, d'un autre côté, en visant surtout la restriction des hausses nominales de salaires à partir de l'exemple du secteur public, on risque d'encourager des baisses de pouvoir d'achat sérieuses dans l'intervalle avant le rattrapage, et aussi de favoriser les majorations de profit et les gâchis financiers et matériels pesant sur les coûts et les prix. Au contraire, le progrès nécessaire des qualifications contribuant à une hausse nouvelle

de la productivité exige des hausses de taux de salaires. En outre, la hausse de la masse des salaires (par les progrès des qualifications, par les améliorations du pouvoir d'achat, et aussi par la croissance de l'emploi) est la base la plus sûre du développement du débouché national, y compris par un investissement productif efficace, tout en favorisant encore la productivité par la baisse des coûts fixes des entreprises françaises, si du moins on s'oppose aux importations excessives.

**4. LES DEPENSES PUBLIQUES** de l'Etat, des collectivités locales et de la Sécurité sociale. On recherche la maîtrise des dépenses, des recettes nouvelles (avec l'insuffisance cependant de l'impôt sur les grosses fortunes, qui devrait se transformer en un véritable impôt sur les gâchis du capital), le financement sain des déficits. En outre, la décision de différer 15 milliards sur les dépenses publiques, ne précise pas sur quoi elle va porter. Il faut ici souligner que les dépenses sociales de développement des travailleurs ne répondent pas seulement à la justice sociale mais aux exigences d'une nouvelle productivité, développant recherche et qualification pour économiser les capitaux matériels. Enfin, l'illusion du financement sain du déficit par l'épargne capitaliste peut pousser les formes les plus coûteuses (et suscitant des gâchis financiers) de l'emprunt capitaliste. On pourrait, au contraire, utiliser sagement les ressources du crédit (avec notamment, un emprunt public obligatoire auprès des banques non reconvertible en monnaie auprès de la Banque de France) au détriment de la domination privée du crédit par les gâchis financiers, les spéculateurs et les exportations massives de capitaux.

**5. L'AIDE AUX ENTREPRISES.** Des efforts sont déployés en faveur des P.M.E., pour aider au financement de la production, diminuant l'endettement privé coûteux (notamment par des prêts participatifs publics) avec aussi de nouvelles aides pour la technologie ou au plan régional. Mais il reste à assurer le suivi de la destination de ces fonds de type public (et des autres fonds privés ainsi soulagés) en faveur de la production et de l'emploi national, contre les importations excessives et contre les gâchis et les exportations de capitaux, contre les prélèvements des grands groupes multinationaux. Le financement public, comme les facilités de financement nouvelles du système de crédit nationalisé justifie d'ailleurs la prise en compte, à côté de la rentabilité privée, de critères nouveaux d'efficacité sociale.

**6. LE FINANCEMENT INTERNATIONAL.** La relance du financement public international des pays en voie de développement, notamment africains, est à juste titre réclamée par le gouvernement. Cependant, il convient de veiller à ce que cette orientation ne soit pas annihilée, ou vidée de son contenu de développement réel par la domination et les prélèvements des groupes financiers privés multinationaux et du dollar. Enfin, au niveau de la C.E.E., les orientations d'austérité et de récession du gouvernement de la R.F.A. favorisant les groupes financiers contre les travailleurs et combattues de plus en plus par les syndicalistes allemands luttant pour l'emploi, ne devraient pas s'imposer à nous, sous couvert de concertation des politiques monétaires. ■